Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 24 (1997)
Heft: 6

Artikel: Interview du président de la Confédération 1998 : "Résoudre nos difficultés en pleine harmonie avec la communauté internationale"

Autor: Tschanz, Pierre-André / Cotti, Flavio

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912034

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

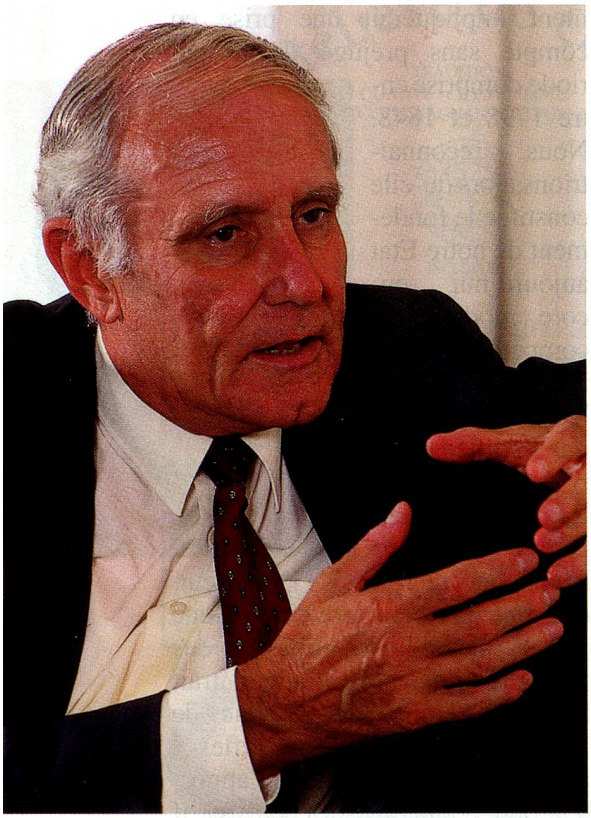
Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Interview du président de la Confédération 1998

«Résoudre nos difficultés en pleine avec la communauté internationa



Flavio Cotti, président de la Confédération en 1998. (Photo: Michael Stahl)

1998 est une année très importante pour la Suisse, puisqu'on y commémore le 150e anniversaire de l'Etat fédéral. On aurait pu commémorer aussi le 200e anniversaire de la République helvétique ou même le 350e anniversaire du traité de Westphalie, qui a scellé la souveraineté de la Suisse. Alors pourquoi n'avoir retenu que la date de 1848?
Je crois que vous avez raison; sur le plan historique, on peut mettre les accents où l'on veut, mais je crois tout de même que l'élément essentiel de 1998 est la commémoration de la Constitution fédérale de 1848, qui a été, non seulement pour la Suisse, mais je dirais en général pour l'Europe, un élément de renouveau très important.

Et puis il y a un élément bien sûr aussi de cohésion nationale qui a joué un rôle. La date de 1798 n'est pas ressentie de la même manière dans toutes les régions du pays?
Certainement. La Constitution fédérale n'a pas été créée, elle non plus, avec l'unanimité des Suisses, mais ses éléments essentiels font aujourd'hui, je crois, l'unanimité du consensus à l'intérieur du pays. Et sa création est donc un élément absolument majeur pour notre histoire.

Le pays n'a pas vraiment le cœur à la fête. Alors pourquoi s'imposer de nouvelles festivités?
Ecoutez, je relisais récemment un discours que j'ai tenu en 1991 lors de l'ouverture de la Foire d'échantillons à Bâle. Il contient des phrases qu'on pourrait répéter aujourd'hui: «un pays déchiré, un pays qui a perdu sa sécurité etc...». Mais il ne faut pas exagérer. Nous avons, certes, quelques problèmes, mais nous restons un des pays les plus fortunés du monde. Alors cessons de nous lamenter. Regardons l'avenir dans la conscience de nos difficultés, certes, mais aussi en sachant que nous avons les moyens de les maîtriser si nous le voulons. Ces moyens sont: des potentialités économiques intactes, pourvu que l'on sache leur créer les conditions-cadres les plus favorables, un consensus social solide, pourvu que l'on sache le garder sans succomber aux sirènes qui suggèrent un retour au capitalisme sauvage.

Vous étiez déjà président de la Confédération en 1991, année du 700e anniversaire de la Confédération. Vous l'êtes à nouveau en 1998, année du 150e anniversaire de l'Etat fédéral. Alors votre message aux Suisses, c'est «relevez la tête maintenant et cessez de pleurnicher»?
C'est l'un des messages. En 1991, on commémorait la Suisse globalement, aussi avec ses mythes, ses traditions un peu légendaires. Cette fois-ci, la commémoration sera beaucoup plus sobre, parce que nous avons une Constitution et un système politique qui ont été créés en 1848 et qui sont bien réels, avec leurs atouts qui sont excellents et nous valent de l'admiration aussi en dehors de notre pays. Mais nous avons aussi des problèmes sérieux, vu le fait que beaucoup de nos structures sont restées les mêmes, tandis que la société a évolué d'une façon constante et très rapide.

Les célébrations du cinquantenaire de la mob en 1989 et du 700e anniversaire de la Confédération en 1991 se sont déroulées dans un climat de malaise. Alors que faut-il pour réussir 1998?
Vous ne pouvez pas, par un arrêté fédéral, décider d'abolir un malaise ou de créer la confiance. Je crois que c'est là une attitude – le malaise ou la confiance – qui touche à la situation psychologique de chacune et de chacun d'entre nous et aussi de notre société en tant que telle. Ce qu'il faudrait faire, c'est essayer de regarder objectivement et sans préjugé notre réalité avec ses atouts et avec ses éléments à améliorer. Or, certains canaux médiatiques, qui semblent surtout cultiver la démagogie et le populisme, peuvent plaire à première vue comme les gladiateurs plaisaient dans les arènes, mais ne sont pas faits pour le regard objectif et différencié qui est la prémisse de la solution de tout problème.

Comptez-vous à ce propos sur un coup de pouce de l'économie? les pronostics pour 1998 indiquent en effet un retour à la croissance économique attendu depuis longtemps...
Si cette croissance économique entraînait aussi rapidement une amélioration de la situation du chômage, je dirais immédiatement oui. Mais nous savons aujourd'hui que la croissance économique n'entraîne pas automatiquement une croissance de l'emploi. Or, à mon avis, il faudrait aussi une amélioration de la situation de l'emploi pour que notre société reprenne entièrement confiance en elle-même.

On dit la Suisse en crise d'identité. Etes-vous d'accord avec un tel diagnostic? et quelles sont les origines de ce mal-être suisse?
Je pourrais répéter à ce sujet aussi beau-

harmonie

e»

coup de choses que j'ai dites en 1991. La Suisse, pendant trop de décennies, ne s'est pas remise en doute. Elle s'est considérée un «Sonderfall». Dans ce cas le réveil n'en est naturellement que plus brutal. Elle s'aperçoit aujourd'hui qu'elle n'est pas toujours ce havre de privilèges et de qualités particulières qu'elle croyait. Nous avons comme tous les autres pays nos difficultés, qu'il s'agit, pour nous aussi, de résoudre en pleine harmonie avec la communauté internationale.

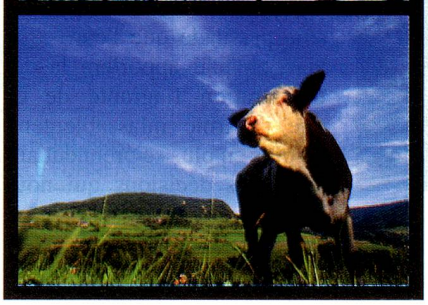
Certains considèrent que la cohésion nationale est menacée. Qu'en pensez-vous?
La cohésion nationale est un défi permanent dans un pays à plusieurs cultures et langues comme le nôtre. Je ne veux pas dramatiser; je ne veux pas dire que la Suisse va exploser dans deux ans. Mais, voyez-vous, on a toujours eu de la cohésion nationale une vision mythique; on a cru qu'elle nous était tombée du ciel et qu'il n'y avait qu'à profiter de ses avantages. Or, la cohésion nationale ne peut être que le résultat de la volonté déterminée, précise, accompagnée d'actes concrets de tous les Suisses pour la réaliser constamment. Je dois constater qu'on a aujourd'hui moins de conscience des valeurs fondamentales, multiculturelles et multilinguistiques qui ont fait le bonheur de ce pays et que peut être ces choses-là perdent de leur importance face à la globalisation, dont l'anglais est un peu le symbole au niveau linguistique.

Alors retrouver ces valeurs, j'imagine, devrait être un des objectifs principaux de 1998?
Ces valeurs sont tout sauf abstraites! L'une d'elles est le multilinguisme, qu'il faut cultiver. Et j'ai l'impression parfois qu'on va dans la direction contraire. Nos communautés linguistiques vivent de plus en plus côte à côte, au lieu d'essayer de se comprendre et d'approfondir leurs échanges. On apprend de moins en moins nos langues nationales. L'italien est la victime principale de ce phénomène d'éloignement. On se connaît de moins en moins profondément. La multiculture est bien davantage que le fait de vivre côte à côte, en se respectant certes, mais sans se connaître.

Tout cela soit dit sans faire entorse à la nécessité pour tous nos jeunes d'apprendre l'anglais. Et aux Suisses, du moins aux Suisses qui ont un certain degré de formation, on demande davantage. Ce qui ne représente bien sûr pas seulement un sacrifice, car dans les conditions de vie d'aujourd'hui une jeune personne connaissant plusieurs langues importantes de notre continent européen se trouve très avantagée dans la recherche d'une carrière professionnelle intéressante, recherche qui aujourd'hui est bien plus difficile qu'elle ne l'était pour les jeunes de ma génération.

Il y a aujourd'hui un besoin de réforme et le Conseil fédéral, pour sa part, en a déjà mis en chantier plusieurs. Commençons par celle touchant à la Constitution fédérale. Pourquoi ne pas avoir choisi une vraie révision totale de notre Constitution, qui a 150 ans?
On ne révise pas d'un coup de baguette magique une Constitution qui a 150 ans. Je suis certain que la révision en profondeur d'une constitution ne peut être réalisée que par étapes et c'est la raison pour laquelle la mise à jour actuelle est le début d'un long processus. Nous sommes maintenant engagés dans une première étape qu'il convient de mener à bien.

Quelles réformes faut-il apporter à notre système de démocratie semi-directe afin de nous donner les meilleures chances face aux défis de la globalisation et de l'interdépendance?



Je crois que s'il y a un domaine où notre démocratie ne pourra pas être soumise à beaucoup de modifications, c'est la démocratie directe. Elle est acquise; elle est profondément enracinée dans l'âme de notre population. Des révisions sont certes possibles, en fonction de nos futurs engagements internationaux, mais gare à en toucher la substance! Ce qu'il faut surtout faire, c'est rendre vivante cette démocratie directe, qui se révèle un défi toujours plus difficile, parce que les problèmes deviennent de plus en plus complexes. Cela demande un effort extraordinaire d'information objective; la population ne peut exercer ses droits démocratiques que si elle est bien informée.

> MA SUISSE:
> *Je ressens la Suisse comme sûre, propre, agréable et bien organisée. Malheureusement, elle croit toujours devoir se distinguer. C'est la raison pour laquelle elle ne participe pas à l'Europe. Mais elle n'en est pas moins elle-même multiculturelle.*
> NINA (18 ANS)

Le Conseil fédéral s'est attelé à une réforme du gouvernement. Quelles en sont les prochaines étapes?
Cette première réforme a apporté quelques modifications importantes, comme le transfert d'un département à un autre de l'Office de l'environnement. Mais je crois personnellement que beaucoup reste encore à faire. Comme je l'ai dit il y a sept ans, dans ma première année de présidence, le système collégial total et absolu, tel qu'il existe actuellement, nécessiterait certaines corrections. On parle maintenant partout de renforcer le rôle du président, comme je l'avais esquissé il y a sept ans, ce qui m'avait valu maintes critiques. Tout en gardant une base de direction collégiale, seule concevable dans un pays multilingue et multiculturel, je pense qu'il serait utile de chercher des voies pour renforcer le rôle du président. Mais où trouver l'équilibre entre un président renforcé dans ses fonctions et un système fondamentalement encore collégial? Eh bien ce sera, je crois, l'œuvre d'art à réaliser durant ces prochaines années.

Parmi les grands projets engagés en rapport avec le 150e anniversaire de l'Etat fédéral figure la création d'une Fondation de solidarité qui permettrait de disposer de quelque 300 millions de

francs par an pour soulager, en Suisse et dans le monde, la misère, secourir les victimes de violations des droits de l'homme, etc. Le projet est louable, mais la Suisse bien seule... n'est-ce pas une goutte d'eau dans la mer?
Quand on parle des idéaux, même une goutte d'eau serait déjà une chose très importante.

N'y a-t-il pas d'autres pays qui pourraient suivre notre exemple si une telle fondation était créée?
Si d'autres pays devaient suivre, il y aurait quelques gouttes d'eau en plus, ce qui ne serait que favorable.

L'annonce de ce projet dans le contexte du débat sur le rôle et l'attitude de la Suisse pendant et après la Deuxième Guerre mondiale a suscité de nombreuses réactions négatives. Est-ce un projet de mauvaise conscience?
Je ne le crois pas, même si indiscutablement l'idée est née dans le cadre de la discussion concernant la position de la Suisse au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Mais ce n'est pas une question de mauvaise conscience, c'est un acte de solidarité et de générosité de ce pays qui se justifie d'autant plus que nous sommes, comme je le disais, un pays privilégié.

Les autorités suisses ont publiquement exprimé leurs regrets et présenté leurs excuses pour le refoulement de milliers de réfugiés qui cherchaient à échapper au régime nazi. Est-ce que la Suisse n'a rien d'autre à se reprocher?
Je crois qu'une évaluation objective du rôle de la Suisse au cours de la Deuxième Guerre mondiale mettra en évidence des erreurs effectives commises par la Suisse, à côté de toute une série d'éléments objectivement positifs. Il n'y aura jamais une vision en noir et blanc seulement. Ma conviction est que le bilan global de la Suisse au cours de la Deuxième Guerre mondiale reste absolument positif, malgré les erreurs dont je parlais. Ce sera à la commission Bergier, créée par notre volonté commune à la fin de 1996, de nous donner une réponse plus étayée. Il ne faut pas trop parler de «Vérité», parce qu'il n'y a pas de vérité absolue dans l'histoire. Mais je suis certain que la commission Bergier va, elle aussi, donner, dans le cadre de ce bilan, un résultat globalement positif pour la Suisse.

L'Union européenne va lancer l'euro, au début de 1999. Qu'est-ce que cela signifie pour la Suisse?
Le problème de l'euro pourrait devenir tout à fait symbolique. Les Suisses ont à son égard la même attitude qu'envers la Communauté économique européenne à l'époque: beaucoup n'y ont pas cru, pensant que ces luttes entre Européens reprendraient le dessus et qu'elle échouerait. Il y a encore des Suisses, aujourd'hui, qui ne croient pas beaucoup à l'arrivée de l'euro; ils spéculent sur une mésentente finale entre les pays de l'Union européenne. Pour ma part, je suis persuadé que l'euro arrivera et qu'il apportera la démonstration flagrante de ce que j'affirme inlassablement: de plus en plus se prennent ailleurs des décisions qui nous concernent directement, qui vont influencer largement notre destin. A l'écart de ces décisions, nous en subissons les conséquences. L'euro va peut-être ouvrir les yeux à beaucoup de Suisses et de Suissesses, car la Suisse est une puissance financière! J'espère seulement que sa réalisation ne va pas peser trop lourdement sur notre réalité économique... qui sait ce qu'il adviendra du franc suisse? Si, comme certains l'affirment, il devait monter aux étoiles, toute la Suisse en subirait les conséquences, surtout face aux difficultés liées à l'exportation.

MA SUISSE:
La Suisse a un système scolaire problématique. Chaque commune fixe différemment les jours d'école et de vacances. Ce qui me plaît, c'est que nous parlons plusieurs langues et que notre pays n'est pas trop grand.
DOMINIK (10 ANS)

Le gouvernement et vous-mêmes plaidez pour la participation de la Suisse aux grandes organisations internationales, en particulier à l'ONU et à l'Union européenne. Quels sont les échéances pour ces adhésions?
Concernant l'ONU, le Conseil fédéral est prêt, le moment venu, à soumettre au peuple une nouvelle proposition d'adhésion. Une initiative populaire est par ailleurs annoncée à ce propos. Nous croyons qu'elle sera très utile, car la récolte des signatures indiquera la sensibilité du peuple à ce sujet. Mais le dossier de l'Union européenne reste naturellement plus important pour nous, car si nous ne sommes pas à l'ONU, nous participons quand même à toutes ses organisations collatérales. Nous sommes présents financièrement. Nous avons une collaboration étroite avec l'ONU. Simplement nous nous privons de la codécision... L'Union européenne est plus importante, car il en va vraiment du futur de nous tous.

Comment le gouvernement, qui s'est déjà heurté à plusieurs échecs populaires dans des projets touchant à l'engagement international de la Suisse, entend-il convaincre le peuple?
Je pense qu'il n'y a pas de recette particulière. Il faut poursuivre le dialogue, présenter des messages clairs et croire que l'opinion publique évoluera, comme

je suis sûr que c'est maintenant déjà le cas, et que nos thèses gagneront. Dans l'intérêt du pays, je souhaite que cela se passe le plus rapidement possible.

Notre environnement géopolitique a complètement changé depuis 1989 et la neutralité a perdu de sa valeur. Est-ce qu'il ne faudrait pas, dans le débat sur l'engagement international de la Suisse, inclure aussi l'idée d'une adhésion à l'OTAN?

Je ne crois pas que la neutralité ait perdu toute sa valeur. Naturellement elle n'a plus la même portée qu'à l'époque de la bipolarité. Mais je reste de l'avis qu'elle peut continuer à jouer un rôle essentiel, à condition qu'il s'agisse d'une neutralité active et non étroite et renfermée, qu'elle se traduise par des initiatives au niveau international, une claire expression de solidarité et surtout aussi des opinions claires et nettes, qu'elles plaisent ou non à leurs destinataires. Et c'est au fond le rapport de politique étrangère de 1993 qui nous a permis de lancer une politique étrangère plus active et plus dynamique dans le cadre de la neutralité. La neutralité – et la présidence de l'OSCE l'a démontré – nous procure une certaine aura d'impartialité qui peut jouer un rôle important dans le cadre de nos relations internationales.

Et l'adhésion à l'OTAN?

Je l'exclus, parce qu'elle serait incompatible avec la neutralité. Le noyau dur de la neutralité interdit précisément la participation à des alliances militaires ainsi qu'à tout conflit armé qui n'aurait pas pour but la stricte défense du territoire et de la neutralité suisse.

En votre qualité de président de la Confédération l'année du 150e anniversaire de l'Etat fédéral, que souhaitez-vous à la Suisse?

Je souhaite fondamentalement trois choses: qu'elle sache résoudre, ou commencer à résoudre ses problèmes financiers actuels, tout en sauvegardant une protection sociale qui me paraît être la base même du consensus dans ce pays; qu'elle sache cultiver bien davantage son multilinguisme, et les cantons sont particulièrement interpellés à ce propos; et troisièmement, je souhaite à la Suisse, dans son propre intérêt évident, clair et incontestable, de s'ouvrir aux organisations internationales, mais surtout de s'ouvrir à l'Union européenne.

Interview: Pierre-André Tschanz

INTERNET
UND
INTERNAT

Mehr über das breite Spektrum unserer Schule in intakter Umwelt und das menschliche Klima erfahren Sie aus unserem Porträt. Oder von Dr. Walo Tödtli.

HOCHALPINES INSTITUT OTALPIN FTAN ENGADIN

Hochalpines Institut Ftan
CH-7551 Ftan
Telefon +41-81-864 02 22
Telefax +41-81-864 91 92
Internet www.hif.ch

Gymnasium,
Handelsmittelschule mit Berufsmatura,
Diplommittelschule DMS, Sekundarschule.
Deutsch als Fremdsprache.

Exklusiv: Sportklasse.

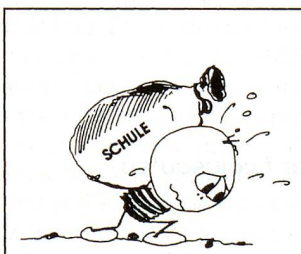
PUBLICITÉ

internet store urs lauper, ch-luzern
www.swisswatchandclocks.ch
feel free and visit us...

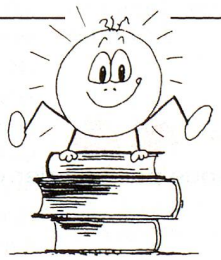
IN EUROPA, NORDAFRIKA UND DEM NAHEN OSTEN!
D R S S S R TV & RADIO ab Satellit! sur satellite!
EN EUROPE, AFRIQUE DU NORD ET AU PROCHE ORIENT!
Info: Fischer Electronics, Dorf, CH-6028 Herlisberg
Tel. ++41 41 930 06 76

INSTITUT MONTANA ZUGERBERG
CH–6300 Zug Telefon ++41 (0) 41 711 17 22
Telefax ++41 (0) 41 711 54 65
http://www.montana.ch
Unterlagen und Beratung: D. Fridez, Rektor e-mail 106742.714@compuserve.com

Über 70 Jahre Erfahrung
Die internationale Privatschule für Jugendliche auf 1000 m
5. und 6. Primarklasse, Sekundar- und Orientierungsstufe
Alle Maturitätstypen und BIGA-Handelsdiplomschule
Eidg. anerkannte Maturitäts- und Diplomprüfungen am Institut
American Highschool, SAT/TOEFL Tests, International Baccalaureate
Scuola Italiana, Nederlandse Sectie, Schnuppertage im Internat,
Sommerkurse. Kleine Klassen gewährleisten eine individuelle Förderung.
... für eine bessere Zukunft Ihres Kindes



DIE KINDER DORT ABHOLEN, WO SIE STEHEN . . .


. . . UND SIE FÖRDERND ZUM ZIELE FÜHREN

Massgeschneiderte Schulprogramme mit individuellen Zielsetzungen.

Förderung der Eigenverantwortung: Aus Betroffenen Beteiligte machen.

Coaching: Persönliche und aktivierende Begleitung in Unterricht und Freizeit.

Die erste Schule mit Qualitäts-Zertifikat ZQ!
alpen internat beatenberg
Postfach 36
CH-3802 Beatenberg
Tel. 033 / 841 81 81
Fax 033 / 841 81 89
E-Mail: alpeninternat@bluewin.ch